

Colombie

A propos de la manifestation du 6 mars

Le 6 mars: solidarité avec la résistance du peuple colombien contre la barbarie paramilitaire et les crimes d'Etat

Ces dernières semaines, la Colombie a fait la une des principaux médias de la planète. Dépassant le cadre de l'information routinière sur le conflit armé et le trafic de drogue, cette fois-ci l'attention s'est centrée sur les conditions de détention dramatiques de centaines de personnes séquestrées, sur la libération de certaines d'entre elles et sur la très importante manifestation politique du 4 février contre les FARC, qui sont responsables de ces rétentions. Cette manifestation a constitué, dans les faits, un soutien de masse à la politique de guerre contre l'insurrection militaire, appelée Sécurité Démocratique et menée par le président Alvaro Uribe Velez.

Uribe, représentant des secteurs les plus ultra-réactionnaires de la bourgeoisie colombienne, compte sur l'appui ferme du gouvernement de G. W. Bush. De plus, le gouvernement Uribe est complice des organisations paramilitaires, qui, lors des deux dernières décennies, sous prétexte de combattre l'insurrection armée, ont été responsables de la mort et de la disparition de milliers de personnes, ainsi que du déplacement forcé de près de quatre millions de paysans pauvres, avec l'objectif de s'approprier leurs terres.

L'action barbare menée par les paramilitaires a été soutenue par l'armée régulière colombienne, par des transnationales telle que la Chiquita Brands, par des chefs d'entreprise, par des propriétaires terriens, par des fonctionnaires gouvernementaux et par les dirigeants des principaux partis politiques de la bourgeoisie. Cette alliance, lorsqu'elle a été dénoncée par l'opposition au gouvernement, a donné lieu au dénommé scandale de la "para-politique". Ce scandale a entraîné des arrestations et des enquêtes judiciaires de près de cinquante parlementaires, qui constituent la base politique du gouvernement Uribe.

Le 6 mars prochain, à l'initiative du Mouvement des Victimes des Crimes d'Etat (Movice) – qui regroupe la population touchée par ce génocide et les organisations politiques et sociales poursuivies par le régime –, une autre manifestation est appelée. Cette fois-ci, il s'agit de condamner la tentative du gouvernement Uribe de garantir l'impunité pour les crimes exécutés par les paramilitaires et les agents de l'Etat, au bénéfice de la bourgeoisie et de l'impérialisme

Le gouvernement Uribe a voulu stigmatiser la manifestation du 6 mars en affirmant "qu'elle avait été appelée par les FARC", en réponse à la manifestation réactionnaire du 4 février. Le Movice a condamné cette déclaration et a réaffirmé le caractère démocratique de la manifestation, dont l'objectif est d'exiger "la vérité, la justice et la réparation intégrale" pour les victimes de la barbarie paramilitaire et de l'Etat. En même temps le Movice s'est désolidarisé politiquement des actions militaires de l'insurrection armée. La manifestation du 6 mars est également l'occasion d'inaugurer la 4e Rencontre Nationale des Victimes des Crimes d'Etat. Les organisateurs de cette rencontre espèrent réunir plus de 2000 délégués venus de tout le pays, et espèrent que cela puisse être le lieu pour discuter d'un plan d'action et de mobilisation pour obliger le gouvernement à punir les responsables des génocides, ceux qui les ont financés et pour accorder des réparations aux victimes.

La mobilisation démocratique du peuple colombien cherche à empêcher que les cas récents d'impunité perpétrés par les régimes autoritaires et dictatoriaux en Amérique Latine ne se répètent. C'est la raison pour laquelle nous devons soutenir la manifestation du 6 mars à échelle internationale. Les socialistes révolutionnaires du Parti Socialiste des Travailleurs de Colombie, font partie du Movice et sont impliqués dans cette tâche. En tant que membres de la Ligue Internationale des Travailleurs, nous invitons tous nos partis à réaliser des actions de protestation dans les pays où nous sommes présents, devant les ambassades colombiennes, en appelant les gouvernements respectifs à isoler politiquement le gouvernement autoritaire de Alvaro Uribe Velez ainsi que son protecteur, l'impérialisme US. C'est pourquoi nous invitons à diffuser l'appel du

Movice à la manifestation, que nous reproduisons ci-dessous.

Secrétariat International de la LIT
4 mars 2008

Appel à manifestation
Le 6 MARS

POUR LES DISPARUS
POUR LES DEPLACES
POUR CEUX QUI ONT ETE MASSACRES
POUR LES EXECUTES

En Colombie, près de 4 millions de personnes ont été déplacées, principalement par les groupes paramilitaires. Ces groupes, seuls ou avec l'aide de l'armée régulière colombienne, ont fait disparaître au moins 15 000 de leurs compatriotes, qu'ils ont enterrés dans plus de 3000 fosses communes, ou, dont ils ont jeté les corps dans les fleuves et les rivières; ils ont assassiné plus de 1700 indiens, 2550 syndicalistes et près de 5000 membres de l'Union Patriotique. De manière régulière, ils ont torturé leurs victimes avant de les tuer. Entre 1982 et 2005, les paramilitaires ont perpétré plus de 3500 massacres et ont volé plus de 6 millions d'hectares de terre. Depuis 2002, après leur "démobilisation", ils ont assassiné 600 personnes chaque année. Ils ont contrôlé jusqu'à 35 % du gouvernement. Depuis 2002 jusqu'à aujourd'hui, des membres de l'armée régulière colombienne ont commis plus de 950 exécutions, la plupart présentées comme "positives". Seulement en janvier 2008, les paramilitaires ont commis 2 massacres, 9 enlèvements, 8 homicides, et l'armée a commis 16 exécutions extrajudiciaires. En Colombie, des agents de l'Etat et des paramilitaires violent des droits de l'homme et les droits humanitaires. Beaucoup de groupes paramilitaires n'ont pas été démobilisés. Désormais, ils se font appeler "les Aigles Noirs". Beaucoup de para-politiques occupent des postes publics ou diplomatiques. Vous avez manifesté le 4 février. Est-ce que le 6 mars vous accompagnerez les victimes des paramilitaires, des para-politiques et des agents de l'Etat? Plus jamais de fosses communes. Plus jamais de déplacements forcés. Plus jamais de paramilitaires. Plus jamais de para-politiques. Plus jamais de crimes d'Etat.

Le Mouvement National des Victimes des Crimes d'Etat appelle:

Le 6 mars
Hommage national aux victimes des paramilitaires, des para-politiques et des crimes d'Etat